



# ET MAINTENANT la cohabitation

La nette victoire de la gauche est d'abord celle de Lionel Jospin. Gagner autrement que dans la foulée d'une présidentielle victorieuse : même François Mitterrand, avant lui, n'y était pas parvenu. Face à un président affaibli par une épreuve qu'il a lui-même provoquée, le patron du Parti socialiste s'impose comme le Premier ministre d'une cohabitation inédite. Il a désormais cinq ans pour prouver qu'il n'est pas l'otage du Parti communiste et qu'il est capable de calmer l'impatience d'un électorat de gauche peu enclin à l'indulgence.

PAR FRANÇOIS BAZIN

**L**ionel Jospin, qui n'a pas tout oublié des leçons de François Mitterrand, a une manière très sophistiquée de mettre en scène sa simplicité. Il était hier premier secrétaire. Le voilà désormais aux portes de Matignon. Mais jusqu'au bout – avant la victoire comme après celle-ci – il a peaufiné son image d'homme ordinaire. Celle qui, au fond, légitime sa réputation de militant obstiné et d'homme d'Etat responsable.

Cintegabelle (Haute-Garonne), sa petite permanence et son bistrot en terrasse. Rue du Regard (Paris, 6<sup>e</sup>), son salon bourgeois et sa cuisine où l'on sert le café aux amis. Là-bas, loin des agitations parisiennes, Jospin a prononcé, deux dimanches de suite, les courtes interventions qui ont scandé le stupéfiant retour en grâce des socialistes français. Ici, à l'écart des jeux de cour du PS, il a mis au point, en solitaire, les derniers

détails d'une entrée en scène suffisamment forte pour marquer une rupture et suffisamment cohérente pour supporter le choc d'une cohabitation de cinq ans.

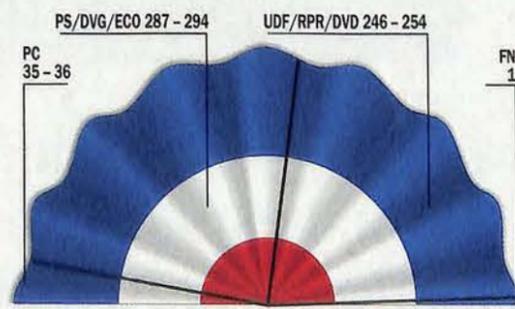
« *Enfin les difficultés commencent* », confiait lundi matin un proche de Jospin. Parce qu'elle est son œuvre, cette épreuve n'en est pas moins une chance historique. Elle referme définitivement la longue parenthèse mitterrandiste. Ce que l'ancien maître de l'Elysée n'avait jamais su faire – c'est-à-dire gagner des législatives à froid,

autrement que dans la foulée d'une présidentielle victorieuse – le premier secrétaire vient de le réaliser, dès son coup d'essai. D'où le caractère original de cette troisième cohabitation de la V<sup>e</sup> République. De 1986 à 1988, puis de 1993 à 1995, les socialistes avaient été les spectateurs d'un match joué, pour leur compte, depuis l'Elysée. Les rôles sont désormais inversés.

Les réglages qu'impose cette expérience inédite sont à la mesure de la surprise que constitue l'ampleur de la vague rose qui a déferlé dimanche soir. En mai 1981, François Mitterrand avait dit à ses amis : « *Profitez-en. Vous ne reverrez jamais cela.* » L'ancien président s'était trompé et Jospin, qui l'avait cru, aussi.

Depuis l'annonce de la dissolution, fin avril, le premier secrétaire avait pourtant senti, intuitivement, que la victoire n'était pas hors de portée de la gauche. Trop de chômage, trop d'impopularité, trop d'arro- ▶

Moyenne des sièges, tendance à 22 h 30





gance au sein d'une droite qui, derrière Chirac, se rassurait à bon compte en répétant à qui voulait bien l'entendre que le PS n'était pas prêt et que son leader manquait décidément de charisme.

Dimanche dernier, au soir du premier tour, Jospin a compris qu'il allait gagner. Ce soir-là, après un rapide coup de fil à Cintegabelle, François Hollande, le porte-parole du PS, a eu ce cri du cœur : « *C'est dans la poche, mais il ne faut pas encore le dire.* » Cette modestie tactique, imposée par le premier secrétaire, était alors une utile prudence. Le rejet de la droite était-il, pour autant, l'expression d'un désir de la gauche ?

L'entre-deux-tours a confirmé et amplifié les intuitions jospinistes. En choisissant de prendre de la hauteur – moins de meetings, donc moins de petites phrases – le leader du PS n'a en rien troublé le spectacle de la grande dépression chiraquienne. Liquidation de Juppé le lundi, intervention cohabitationniste du président le mardi, irruption, bras dessus, bras dessous, du duo Séguin-Madelin le mercredi. Difficile, après cela, de dramatiser les enjeux et d'expliquer que la gauche manquait de clarté et de cohérence.

Ces épisodes, qualifiés d'« *Ouvéa politique* » par un dirigeant socialiste, ont surtout conforté Jospin dans sa piètre estime pour les capacités de stratège du président de la République. « *Un homme de coups et d'à-coups* », confiait-il, il y a quelques mois. « *Trop impulsif, trop réactif* », a-t-il répété la semaine dernière, sans cacher que ces faiblesses présidentielles servaient le leader de l'opposition mais compliqueraient singulièrement la tâche d'un Premier ministre de cohabitation.

En quelques jours, Jospin a eu tout loisir d'observer la dislocation d'un système. En chiraquie, Juppé, c'était plus que Juppé. Premier ministre, président du RPR, leader d'une équipe enkystée au cœur de l'Etat – via le fougueux secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin –, celui qui n'est plus aujourd'hui que le duc de Bordeaux avait, à Matignon, un rôle de décision et de régulation sans précédent sous la V<sup>e</sup> République. En sacrifiant cette pièce essentielle, Chirac a manifesté davan-

tage que sa faiblesse. Il a avoué sa soltitude.

En politique, Jospin n'est amateur ni de psychologie ni d'anecdotes. Savoir que lundi dernier, lors de la réunion des équipes élyséennes, Villepin a claqué la porte au nez de deux conseillers, Jean-Pierre Denis et Christine Albanel, au motif qu'ils n'étaient pas politiquement sûrs, ne l'intéresse pas outre mesure. Apprendre que Chirac avait répliqué sèchement à un proche de Juppé que, sans doute, Madelin était lui aussi en ballottage mais que « *faire 48 % au premier tour n'était pas donné à tout le monde* » ne le bouleverse guère. En revanche, comprendre que Séguin n'est pas du genre à s'engager sans condition et qu'il se comporte déjà en président-bis lui semble offrir une clé de compréhension du comportement élyséen entre les deux tours.

« *Avec toi à Matignon, Chirac sait qu'il restera président. Tandis qu'avec*

Robert Hue et Lionel Jospin



Séguin... » Cette analyse, en vogue au PS au lendemain de l'ultime intervention télévisée du chef de l'Etat, Jospin n'a pas été très loin de la partager. Chirac a-t-il préparé les conditions d'une cohabitation qu'il savait inéluctable, après le premier tour ? Qui le saura jamais ! Pour le premier secrétaire, en tout cas, là n'est plus la question. Le président a voulu ces élections anticipées. Il s'est engagé à quatre reprises dans la campagne. La déroute de la droite est, au premier chef, la sienne. L'arme de la dissolution lui est constitutionnellement interdite pour un an. Bref, il est encore plus faible que ne l'était Mitterrand en 1993.

C'est une situation qui facilite les premiers pas de Jospin à Matignon. Les prochains rendez-vous européens – notamment le sommet d'Amsterdam à la mi-juin – seront un test de l'état d'esprit réel des deux cohabitants au sommet de l'Etat. Ces dossiers-là relèvent du « domaine par-

Jacques Chirac a voulu ces élections anticipées. Aujourd'hui, il est encore plus faible que ne l'était François Mitterrand en 1993.

tagé», et la campagne électorale les a dotés d'une charge politique qui, potentiellement, menace l'unité de la gauche comme de la droite.

Vu l'ampleur de la victoire de la gauche, Jospin n'a cependant pas l'intention de réduire le débat politique à la chronique de ses relations avec le président de la République. Le rapport de forces électoral lui permet d'occuper la totalité du territoire que lui réserve la Constitution. Il le fera sans complexe ni provocation. Puis il passera à l'essentiel. Autrement dit, à l'élaboration d'un dispositif gouvernemental et parlementaire qui ne se lézarde pas aux premières difficultés.

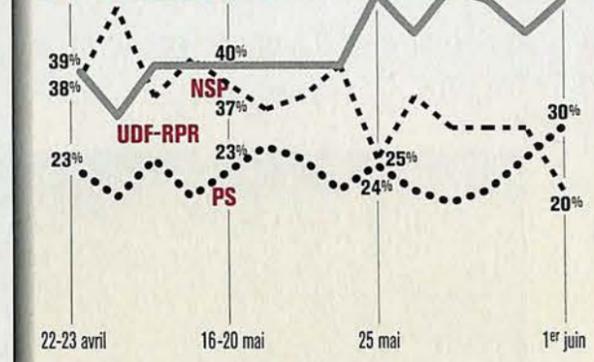
Depuis qu'il s'est mis dans la peau du Premier ministre, Jospin s'est davantage soucieux des cohabitations au sein de la gauche que de la cohabitation avec Chirac. Pour lui, la réussite des uns conditionne le succès de l'autre. Simple affaire de rapport de forces. Même si ce fut avec plus de chaleur et de doigté, le premier secrétaire a ainsi réglé la question du PC comme il avait réglé le cas Tapie durant la présidentielle. En début de campagne et de manière symbolique.

Le sommet de la Mutualité, le 29 avril, a mis en branle une dynamique unitaire dont l'élan principal et les thèmes de mobilisation sont fournis par le PS. Robert Hue, pour avoir mis le doigt dans cette mécanique, peut bien s'agiter, il n'a plus les moyens de rompre. On l'a constaté dans la campagne dès lors que la victoire de la gauche devenait une hypothèse crédible. On le vérifiera ces prochaines semaines.

La suite logique de la Mutualité, c'est la participation du PC au gouvernement et le vote de la confiance par ses députés. Jospin savait d'emblée que, même en cas de majorité relative du PS, les communistes seraient des alliés obligés. Grâce au carcan des institutions, ce sont désormais, à chaque jour qui passe, des partenaires contraints soit à une solidarité toujours réaffirmée, soit à un divorce de plus en plus risqué.

Le gouvernement concocté par Jospin, dans le plus grand secret, aura

### Les reports des voix des électeurs du FN



Sondage IPSOS - LE POINT

une apparence : des femmes et de nouvelles têtes. Il aura aussi une réalité : celle d'une petite équipe de combat très politisée. Dans le jargon jospiniste, un gouvernement se doit d'être « *un lieu d'élaboration politique* ». En clair, il lui faut rassembler les chefs de file des principales composantes de la gauche.

Ce projet se heurte, dans l'immédiat, à une vraie difficulté. Mis en examen dans une affaire de financement politique, Robert Hue est un ministrable à hauts risques. A plus long terme, ce projet risque également de placer Jospin et son gouvernement dans une situation inconfortable que le premier secrétaire a déjà expérimentée entre 1995 et 1997.

En marge des appareils politiques, deux gauches se sont progressivement installées dans une hostilité latente au jospinisme. Comme la gauche « *blairiste* », la gauche pétitionnaire n'a guère fait entendre sa voix dans la campagne. La première a tout juste tenté, au nom de la « *modernité* », de présenter une version « *soft* » du projet socialiste soudain

Les deux clés du second tour concernaient les reports de voix du FN et le comportement des abstentionnistes. Les reports du FN semblent avoir connu, entre les deux tours, une évolution décisive après l'intervention de Le Pen le 29 mai. On observe dans cette évolution une détérioration et un niveau de reports final qui ne dépasse pas les 50 %, c'est-à-dire bien inférieur au niveau de reports de voix dont profitait la majorité en 1993 et en 1988 dans un scrutin de configuration identique, c'est-à-dire très serré. Depuis la campagne du second tour, l'évolution des reports de voix en faveur de la gauche a progressé régulièrement pour atteindre un niveau record : 30 % des électeurs du FN du premier tour déclarent avoir voté pour le candidat de la gauche.

réduit à une sympathique tentative de démocratisation de la vie publique. Le socialisme réduit à la lutte contre le cumul des mandats, en quelque sorte.

« *Nous sommes la gauche* », ont clamé, de leur côté, les pétitionnaires dans un appel sans écho immédiat mais qui sonnait comme la confirmation d'une méfiance viscérale d'un large secteur de l'opinion progressiste à l'égard des partis politiques et de leurs chefs.

Les uns sont libéraux. Les autres radicaux. Les uns sont maastrichtiens. Les autres pas. Ce sont des clercs dotés de beaux réseaux médiatiques. Leur influence se nourrit du manque de relais du PS dans le monde social et intellectuel. La gauche partisane qui vient de triompher avec Jospin est plus puissante et plus cohérente qu'on ne le pensait. Mais elle ne dispose d'aucun amortisseur capable d'atténuer les coups de sang de l'opinion qui n'incline ni à la patience ni à l'indulgence. C'est le talon d'Achille de l'homme tranquille qui va s'installer à Matignon. ■

### PC En route vers le gouvernement

L'union profite aussi au PC. Après un premier tour décevant, les communistes ont fait leurs comptes. Une dizaine de députés supplémentaires – leurs sortants étaient au nombre de 24 –, ce n'est pas un triomphe, mais le gain est suffisant pour rendre le sourire à Robert Hue, toujours sous la haute surveillance de l'aile orthodoxe de son parti. Ce dernier progresse et

c'était là l'essentiel du challenge qu'il s'était fixé. Avec le soutien de ses alliés écologistes, radicaux et chevenementistes, Lionel Jospin est toutefois en mesure de se passer de l'appoint des députés communistes. Cette situation, que Robert Hue n'avait pas envisagée, ne change pas grand-chose à ses intentions initiales et qu'il a laissé entrevoir à plusieurs reprises durant la

campagne. Le secrétaire national a toujours dit, en privé, qu'il n'imaginait pas un soutien sans participation et que son objectif était de crédibiliser l'image de son parti grâce à une expérience gouvernementale réussie. Etant entendu qu'au gouvernement les ministres communistes entendent être un « *relais citoyen* » qui sache faire entendre la voix du « *mouvement social* ». ■ F. B.

# Droite L'écroulement

La dissolution a joué comme un boomerang. La droite éclate et Jacques Chirac se retrouve seul face à Lionel Jospin.

PAR CATHERINE PÉGARD

L'écroulement. Une fois encore, sur lui. Jacques Chirac, si prompt – trop prompt, peut-être – à reconnaître ses faiblesses, avait cru pourtant un soir de mai 1995 en finir avec sa vulnérabilité : il était président de la République contre tous, et d'abord contre les sarcasmes de ses prédécesseurs, de François Mitterrand, qui doutait qu'il fût au niveau, de Valéry Giscard d'Estaing, qui doutait qu'il pût aller au bout de son mandat.

Et puis, dimanche soir, à 20 heures, l'écroulement, inédit sous la V<sup>e</sup> République, celui d'un monde vermoulu dont la décomposition eût été occultée et qui d'un seul coup s'effondrerait : comment ne pas voir dans le désastre de Paris, dans l'ébranlement de l'Ile-de-France et même la désaffection de la Corrèze l'usure d'un système qui, organisé pour la conquête, s'est abîmé dans les jeux et les facilités du pouvoir, voire les compromissions du clientélisme ? Certains conseillaient au président de hâter le pas pour refermer les vilains dossiers des « affaires ». Aujourd'hui, ils cauchemardent sur le retour d'un Pierre Joxe.

Les deux précédentes cohabitations, de 1986 à 1988 et de 1993 à 1995, sanctionnaient d'abord une politique, un pouvoir. Parce que les élections législatives ont été anticipées par lui, celle qui commence aujourd'hui punit d'abord un homme, Jacques Chirac, souligne l'ambiguïté de sa victoire présidentielle et renvoie le RPR et l'UDF à leur malédiction des vingt dernières années, leurs divisions. Faite pour régler les crises, la dissolution en ouvre une immense, que la droite ravaudée par le succès avait évitée après les déchirements de la campagne présidentielle.

Les mots de Michel Rocard au soir de la défaite de la gauche en 1978 – « Il n'y a pas de fatalité de l'échec » – qui signèrent la guerre avec François Mitterrand semblent bien timides comparés à ceux qui aujourd'hui courent les états-majors de la droite. Plus de deux cents anciens députés ne pardonnent pas à Jacques Chirac de les avoir entraînés dans ce naufrage depuis qu'ils ont compris que leur implantation ne servirait à rien, pas plus que le sacrifice d'Alain Juppé, qu'ils réclamaient depuis des mois. « Il ne faut jamais poser aux Français les questions



Jacques Chirac : la solitude

qu'ils ne se posent pas », confiait François Mitterrand. Ils en veulent à Chirac parce qu'ils ont compris que leurs électeurs lui en voudraient d'abord à lui. Pour n'avoir pas su changer de Premier ministre, pour n'avoir pas voulu changer de politique, Jacques Chirac,

désavoué, certes soutenu par les atelles de la Constitution, se retrouve bien seul face à Lionel Jospin.

La campagne législative portait en elle l'implosion qui s'est déclarée en direct à la télévision dimanche et dont Edouard Balladur – vengeance de la

présidentielle – a donné le signal en se fixant la rénovation pour « mission ». La campagne s'est ouverte sur l'effacement des responsables de la majorité – Philippe Séguin, Alain Madelin, Edouard Balladur –, écartés par l'omniprésence ombrageuse d'Alain Juppé, elle s'est achevée sur la confrontation de leurs ambitions masquées, quand le Premier ministre a dû, pour tenter de limiter les dégâts du premier tour, renoncer à Matignon.

« La démission d'Alain Juppé a remis tout le monde au même niveau », remarquait-on dans son entourage. En effet, en se résignant dans la douleur à se séparer de lui, en rechignant à adouber vraiment son successeur, Jacques Chirac a laissé se tramer les rivalités d'aujourd'hui. Dans le non-choix, il est revenu au premier tour de l'élection présidentielle. Mais sans le succès final. Le couple Séguin-Madelin, qui s'est constitué en hâte lundi dernier, s'est imposé à lui. Mais il voulait tout le monde : Charles Pasqua, dont il a exigé qu'il parle, Edouard Balladur, à qui il n'a cessé pendant une semaine de téléphoner, comme s'il anticipait la guerre sourde qui commence aujourd'hui.

Bien élu à Bordeaux (54 %) et préservé dans la déroute généralisée de l'ultime lynchage pour être parti de Matignon dès avant le glas, Alain Juppé reste le président du RPR. Et c'est là que la pièce se joue. Philippe Séguin, convaincu de « l'erreur de casting » de Jacques Chirac, a averti qu'avec ou sans le mouvement gaulliste il irait au bout de son parcours républicain, leader de l'opposition aujourd'hui, candidat à l'élection présidentielle demain.

Mais Edouard Balladur, qui jusqu'au bout a épargné Alain Juppé, lequel souligne sa correction absolue – les deux anciens Premiers ministres déjeuneront mardi en tête à tête au domicile d'Edouard Balladur –, estime qu'il a, lui aussi, recouvré sa liberté de parole. S'il n'apprécie pas le caractère d'Alain Juppé, qui le lui rend bien, il considère que leurs affinités politiques doivent effacer leurs suscepti-

bilités personnelles dans ce qu'il appelle la « querelle des anciens et des modernes ». Comme si l'Histoire remontait le temps et s'arrêtait sur un autre moment tragique de l'aventure chiraquienne, après la présidentielle de 1988, où Philippe Séguin demandait un « réveil du gaullisme » avec Charles Pasqua (déjà), tandis qu'Edouard Balladur faisait front avec le secrétaire général du RPR... Alain Juppé.



Philippe Séguin et Alain Madelin : le renfort inutile

Depuis cette date, Jacques Chirac, qui, alors, ne se méfiait pas de son ami Edouard, a pensé qu'il trouverait Philippe Séguin sur son chemin. Le député des Vosges, qui pensera toujours que les quelques jours, ou ces deux années peut-être, volés par le président au profit d'Alain Juppé lui auraient permis de l'emporter dimanche, est de plus en plus persuadé que Chirac a perdu de ne pas lui avoir fait confiance.

Quant à Edouard Balladur, il estime que Chirac paie le « mensonge » de 1995. Il reproche au chef de l'Etat de ne pas être resté sur la ligne politique décidée par la majorité en 1993 et d'avoir louvoyé et penché à gauche pour se différencier de lui. Dès lors, il répète que les électeurs du RPR et de l'UDF sont à la recherche de l'identité de la droite que le président n'a pas assumée. « La droite n'a pas été la droite », ajoute Nicolas Sarkozy. Les balladuriens sont aujourd'hui persuadés que, dans la répartition des tâches que les électeurs de l'ancienne majorité assignaient à Chirac et à Balladur – sabre et bouclier –, l'ancien candidat à l'élection présidentielle, qui a survécu à 1995, est prêt aujourd'hui,

dans l'opposition, à devenir un « sabre ».

Séguin-Balladur... L'UDF n'est pas en reste, qui désormais talonne à l'Assemblée le RPR. Son président, François Léotard, a ajouté son mot : « On ne gouverne pas un pays contre son gré. » Alain Madelin a lui aussi la tentation d'exister « libre » dans son embryon de parti, Idées Action, et tourne une page ; quant à François Bayrou, ballotté dans des élections qu'il était le seul ministre, avec Bernard Pons, à condamner, il espère se refaire sur les terres floues du centre.

Jeux de pouvoir, déjà ! Exercices d'opposition, déjà ! Ces fameuses gammes politiques que les Français refusent pourtant avec dégoût ou lassitude. « Les soirs d'échec ou de défaite, tout le monde veut refonder », a soupiré, désabusé, Bernard Pons.

L'échec de la droite, c'est aussi d'avoir comaté, temporisé, ripoliné

sans changer vraiment. Depuis qu'un jour de 1976 Jacques Chirac s'est « vu » en hussard du gaullisme face à Valéry Giscard d'Estaing, elle ne cesse de remuer ses divisions et ses ambitions recuites. Arrivé à l'Elysée, le président n'a su ni la satisfaire ni la dominer. Dans l'apathie, puis l'afollement d'un combat improvisé, la majorité a couru sur son aire. Vers le mur. Ce ne sont pas seulement les troupes qui vont faire défaut à Jacques Chirac, ce sont aussi leurs convictions, au moment où, victime de lui-même, il doit retrouver l'énergie d'un nouveau combat. Car, si Chirac a tout préservé pour la cohabitation aujourd'hui, c'est qu'il songeait déjà à l'élection présidentielle. Au jour où, rétabli encore une fois, il pourrait, dans une France dont il est sûr que Lionel Jospin va s'apercevoir très vite qu'elle est « ingouvernable », en appeler à l'arbitrage du peuple. Mais l'ampleur de la défaite pour l'instant le submerge.

Pourtant, le temps lui presse. « Qu'y a-t-il entre le FN et le PS ? » murmurait l'autre jour René Monory dans un pauvre journal accablé. « Le Sénat peut-être... » ■

La France ne pourra défendre ses intérêts que si elle est capable de parler d'une seule voix, d'une voix forte. (Jacques Chirac, 20 mai 1997)

# Séisme sur Paris

Un pan de l'ancien bastion de Jacques Chirac est tombé. Tiberi et ses amis sont les victimes d'un vote-sanction.

PAR PASCAL IRASTORZA  
ET JOSEPH MACÉ-SCARON

«**Q**uel gâchis!» Ce cri du cœur poussé, dimanche soir, par un des rares élus RPR sauvés du naufrage résumait bien l'état d'esprit de la Chiraquie après cette déroutante électorale à Paris.

Un maire désavoué mais réélu, des ministres battus, des élus remerciés : le spectacle donné par le RPR et l'UDF dans la capitale soulignait, s'il en était besoin, le caractère « vote-sanction » de ces élections. On est, en effet, bien au-delà de la reconquête par la gauche des bastions traditionnels de l'Est parisien qu'elle détenait en 1988.

Le séisme est si fort que deux ministres, fidèles de Chirac, Anne-Marie Couderc et Jacques Toubon, sont tombés. Paradoxalement, c'est le ministre de la Justice, plus que le maire de Paris, qui pâtit des affaires. Désormais, l'Hôtel de Ville de Paris s'apprête à vivre un troisième tour politique avec la question qui court les rangs de la droite : « Tiberi, jusqu'à quand ? » Déjà, l'Hôtel de Ville bruit d'un remplacement possible du maire par Bernard Pons, réélu dès le premier tour.

Le dimanche 25 mai avait été cuisant pour la majorité municipale, confrontée à 19 ballottages dans 21 circonscriptions, alors que 8 candidats RPR-UDF étaient passés au premier tour en 1993. Finie l'époque des « grands chelems » de Jacques Chirac, où la majorité municipale se présentait soudée derrière son chef. Le RPR Pierre Lellouche avait vu juste en pronostiquant avec son tact habituel : « A Paris, l'effet Tiberi, c'est, avant même de commencer, 10 points dans la vue pour un candidat RPR-UDF. »

Durant toute la semaine qui a précédé le second tour, le maire de Paris s'est retranché dans son bureau de l'Hôtel de Ville. Plongé déjà dans l'après-législatives, il a compté et recompté les conseillers de Paris qui demeureront fidèles, quoi qu'il arrive, au « clan des Corses ».

Pour autant la stratégie du bunker n'a pas été plus payante que celle de l'autruche. Dimanche soir, c'est tout un pan de l'ancien bastion de Jacques Chirac, où l'ancien maire a construit son destin national, qui a basculé à gauche. En exploitant à fond « les affaires », cette dernière a d'autant plus facilement trouvé un écho dans l'élec-

torat parisien que la politique municipale somptuaire des années Chirac a dû faire place à la politique modeste des années Tiberi.

Tout « en refusant de se livrer à des attaques personnelles », Jacques Delors, vieil amateur de ciné-club, s'est félicité, la semaine dernière, que ces législatives aient été l'occasion de mettre « fin au film "Main basse sur la ville" ».

En l'occurrence, « Petits meurtres entre amis » serait, aujourd'hui, un titre plus judicieux. Une chute de 20 points laisse forcément des traces sur le parcours politique de n'importe quel élu, a fortiori sur celui du maire de la capitale. « Déstabilisé, Jean Tiberi doit partir », dit d'une manière plus lapidaire un haut fonctionnaire de la Ville de Paris. *Il est temps de remettre la machine municipale sur les rails. »*

Pourtant, en dépit du rejet qui le touche, le maire de Paris n'a pas l'intention d'abdiquer, servi en cela par la chute d'un de ses principaux rivaux pour le siège de maire, Jacques Toubon, défait dans le 13<sup>e</sup> arrondissement. Au contraire, sa ligne demeure inchangée : gagner du temps pour éviter le sort d'Alain Juppé et donner tous

Jean Tiberi et Jacques Toubon



les arguments pour échapper à la tornade électorale, avec un handicap – la rudesse du coup de dimanche soir – et un avantage – le fait qu'un maire ne se remplace pas aussi facilement qu'un Premier ministre.

« J'irai quoi qu'il arrive jusqu'au bout de mon mandat », a prévenu Jean Tiberi dans une interview au *Parisien*. Une volonté affichée qui, cependant, pourrait se heurter à la volonté présidentielle de trancher dans le vif dès le second tour passé. Les oracles parisiens guettaient le moindre signe. Et un appel téléphonique de Jacques Chirac à Bernard Pons au lendemain du premier tour était considéré comme un premier signe funeste pour l'avenir du maire de Paris.

Tenir, tenir à tout prix jusqu'aux prochaines municipales en 2001. Pourtant, ce que ni Tiberi ni son entourage n'ont vu, c'est qu'une autre échéance se profile à l'horizon : les régionales de 1998. Un scrutin à haut risque puisqu'il se déroule à la proportionnelle.

L'équation ici est simple. Soit le maire de Paris conduit la liste RPR-UDF et court le risque d'un nouveau désaveu des urnes. Soit il laisse une autre personnalité de la majorité – épargnée par la sanction électorale de dimanche soir – conduire la liste avec le risque, cette fois, que celle-ci, forte de sa nouvelle légitimité, se pose en successeur potentiel.

Le calendrier est donc bel et bien fixé. Et le compte à rebours a commencé. La majorité municipale a neuf mois pour régler le « cas » Tiberi. ■

# Gauche La reconquête par l'Ouest

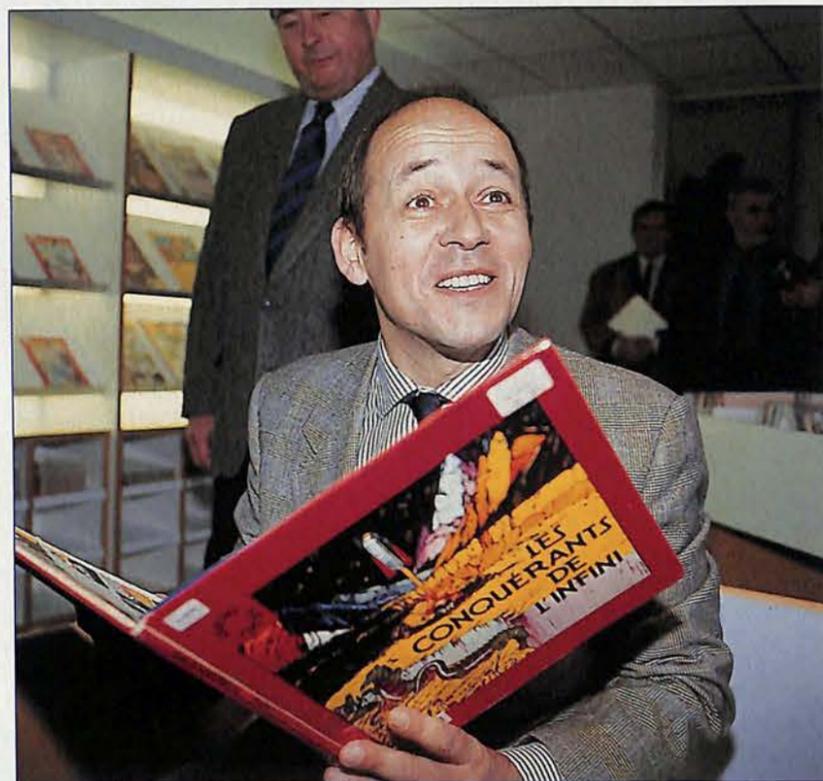
Le second tour confirme la forte poussée de la gauche dans cette région qui fait du Parti socialiste l'héritier paradoxal du catholicisme social.

PAR JEAN GUISEL  
AVEC PIERRE-HENRI ALLAIN  
À RENNES

Le second tour a confirmé, en Bretagne, les espoirs que la gauche avait nourris au soir du 25 mai. On assiste donc au grand retour à l'Assemblée d'une famille politique qui avait effectué sa première percée dans les années 70 et 80, dans une terre historiquement marquée par une forte tradition catholique, et qui affirme aujourd'hui avec force le passage, sans doute durable, de la démocratie chrétienne au socialisme. La droite referme la parenthèse spectaculairement ouverte en 1993 et déjà ébranlée aux municipales de 1995. C'est très frappant dans les Côtes-d'Armor, où l'on assiste à un virage bord sur bord : le seul député de gauche sortant, Charles Josselin, réélu à Dinan, siégera au Palais-Bourbon avec trois collègues socialistes et le communiste Félix Leyzour, élu à Guingamp. Dans le Finistère, l'indéboulonnable Louis Le Pensec est rejoint par l'ancien ministre socialiste Kofi Yamgnane, tombeur du centriste Jean-Yves Cozan, tandis qu'Arnaud Cazin d'Honintheun (Force démocrate) s'efface derrière Marylise Lebranchu, qui lui avait déjà ravi la mairie de Morlaix en 1995. A Douarnez, l'ancien ministre Ambroise Guellec (FD) est battu par Jacqueline Lazard (PS).

Dans le Morbihan, le maire de Lorient, Jean-Yves Le Drian, retrouve son siège et entame dès cette semaine une nouvelle campagne pour la reconquête, au profit des socialistes, du conseil régional de Bretagne, en mars prochain. Appuyé sur son fief municipal de Rennes, l'ancien ministre de la Santé Edmond Hervé a regagné son siège ; mais, dans ce département, la grande surprise est venue du ballottage d'Alain Madelin, qui l'emporte finalement avec 55,15 % des voix. Illustration, selon le politologue Philippe Braud, directeur du département de sciences politiques de la Sorbonne, du partage « d'un électoral très populaire entre le vote de déférence en faveur du député sortant et le vote plus identitaire en faveur du candidat socialiste ».

Dans les Pays de la Loire, la poussée des socialistes est contrée par la forte implantation des leaders de droite. Tout en progressant de dix points en moyenne, les socialistes ne



Jean-Yves Le Drian, maire PS de Lorient, élu

pouvaient espérer ravir la majorité des trente sièges de la région. Tout en ayant perdu quinze points au premier tour, le ministre séguiniste François Fillon conserve son siège à Sablé, mais, comme Hervé de Charette à Angers et François d'Aubert à Laval, il a senti le vent du boulet. Comme l'observe encore Philippe Braud, « le vote dans l'Ouest, qui présentait des particularités fortes, a tendance à se "nationaliser". On a insisté sur la perte de dix-huit points subie par Philippe de Villiers au premier tour à Mortagne-sur-Sèvre, mais sans relever qu'il y avait cette fois une primaire, et que c'est là exactement le score du candidat RPR Marcel Albert ».

La forte poussée à gauche rassemble dans un même mouvement ascendant deux familles politiques que l'électorat de l'Ouest avait jusqu'alors tendance à ne pas associer. D'abord, la gauche socialiste « classique », laïque et d'origine très populaire, qu'incarment des hommes comme Edmond Hervé et Louis Le Pensec. Ensuite, une famille socialiste au modernisme plus prononcé, dont le deloriste Jean-Yves Le Drian serait une bonne illustration.

Tout indique que les électeurs entérinent la fin du « modèle économique breton », né, dans les années 60, d'une part, de l'explosion de l'agro-business moderniste et triomphant et, d'autre part, de la montée en puissance des industries militaires et électroniques. Le tout puissamment aidé par l'Etat. Le Drian confirme : « La Bretagne a longtemps bénéficié d'une attention soutenue, aujourd'hui oubliée. Les notables conservateurs prennent aujourd'hui de plein fouet cette réalité. »

S'il demeure un particularisme de l'Ouest qui n'est point gommé, c'est bien le refus de l'extrémisme. Cette élection, comme les précédentes, ne profite pas du tout au Front national, qui grignote certes un point ici ou là, mais en dépassant rarement la moitié de son score moyen national. Dans la circonscription d'Auray, où se trouve La Trinité-sur-Mer, terre natale de Jean-Marie Le Pen, le FN doit même supporter l'affront de perdre, avec 12,4 %, deux points par rapport à 1993. C'est là encore une marque de l'emprise du catholicisme et du christianisme social, dont le PS est devenu le paradoxal héritier. ■

# Front national Le partage du Midi

Les combats fratricides de la droite locale ont fait le lit du Front national. Une région qui rassemble, aujourd'hui, toutes les contradictions françaises.

PAR JOSEPH MACÉ-SCARON  
AVEC JÉRÔME CORDELIER

Dimanche soir, la marmite provençale a dégagé un drôle de fumet lepéniste. Car, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, l'extrême droite française a réussi à y obtenir un député au scrutin majoritaire à une élection générale : Jean-Marie Le Chevallier à Toulon. Et ce n'est pas un hasard si, dans cette région, le FN était présent à ce second tour dans trente circonscriptions.

Après l'élection présidentielle, où Jean-Marie Le Pen a recueilli 21,42 % dans les Bouches-du-Rhône, 22,35 % dans le Var et 24,49 % dans les Alpes-Maritimes, après les victoires municipales de Marignane, Orange, Toulon puis Vitrolles, le second tour de ces élections législatives confirme, s'il en était besoin, que le lepénisme a franchi une nouvelle étape dans son implantation.

Pour expliquer cette nouvelle

progression, on ne manquera pas d'invoquer les combats fratricides de la droite locale. La majorité sortante est apparue divisée dans d'autres régions, mais ici la rivalité qu'elle cultive confine souvent à la haine entre les différents clans. C'est ainsi que, dans la 9<sup>e</sup> circonscription des Alpes-Maritimes (Grasse-Le Cannet), on a vu la jeune maire du Cannet, Michèle Tabarot, manquer le second tour de 258 voix en raison de la concurrence du député RPR sortant, Pierre Bachelet, et du maire villiériste de Grasse, Jean-Pierre Leleux. Dans la circonscription de Cagnes-Vence, éliminée dès le premier tour par le maire de Villeneuve-Loubet, la députée sortante RPR, Suzanne Sauvaigo, a d'ailleurs refusé d'appeler ses électeurs à faire barrage au Front national.

Même atmosphère dans le Var et, notamment, à Toulon, épice de ce phénomène. Là ce ne fut pas un avertissement mais une secousse de fond

avec l'élimination dès le premier tour des deux députés UDF sortants, Daniel Colin et Louis Colombani.

Là encore, l'ambiguïté ou l'absence de déclaration d'intention d'une partie des candidats de la majorité ont fait la part belle au Front national. Et c'est avec la même fatalité que l'UDF et le RPR se préparent à essayer un nouveau coup de tabac l'an prochain, à la faveur des cantonales et des régionales. Et c'est avec la même habitude que les regards se portent depuis dimanche soir vers le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, qui a su endiguer dans son fief aussi bien la vague PS que le flux FN.

Cette division endémique de la droite ne suffit pas à expliquer la progression du Front national. On connaît les spécificités sur le temps long du Sud-Est méditerranéen. La première a souvent été citée mais elle trouve son aboutissement dans le scrutin de dimanche soir.

Depuis trente-cinq ans, le Midi

Jean-Marie Le Chevallier, vainqueur du scrutin de dimanche, Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret



PARCET/STOADA

français vit un grand bouleversement démographique. La région Paca est passée de 2 800 000 habitants au début des années 60 à 4 500 000 aujourd'hui, et sur le littoral – zone privilégiée du développement du FN – elle a plus que doublé. Aux côtés des Méridionaux de souche vivent désormais des personnes originaires de départements septentrionaux ainsi que les ressortissants d'autres communautés méditerranéennes.

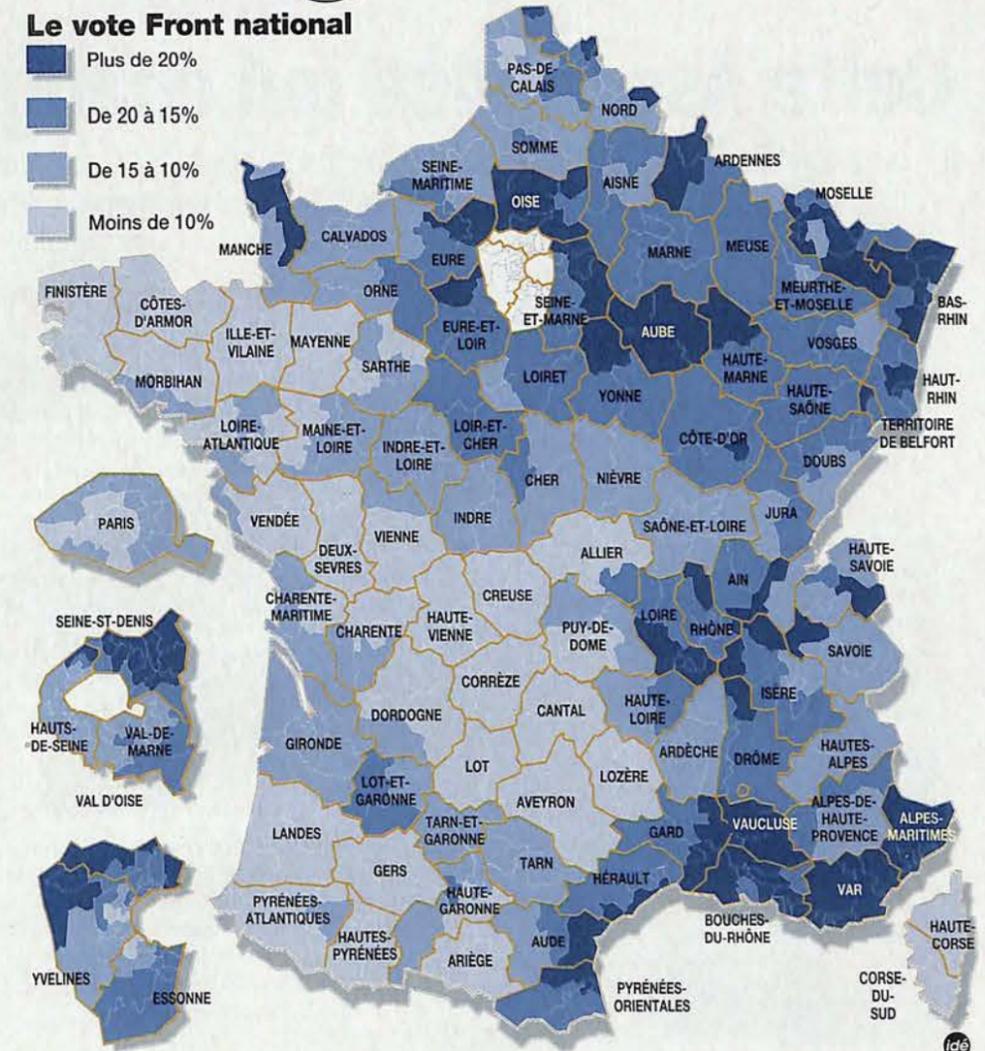
Ce passage d'une Provence idéale et éternelle célébrée par Bosco, Giono ou Mistral à une Côte d'Azur éprise de technopoles industrielles et d'industrie touristique s'est fait si brusquement qu'il a mis à mal le modèle d'intégration républicain et fait la part belle au repli communautaire. Le Front national a compris depuis longtemps tout le parti qu'il pouvait tirer de cette recherche d'identité. Tous ses maires sont allogènes, mais une de leurs premières initiatives a été de rétablir le blason traditionnel de la ville, avant de célébrer la mémoire de Raimu.

Mais la renaissance de ce Midi blanc ne s'explique pas par cette seule raison. Tant que migrations et immigrations se sont faites sur un rythme compatible avec la croissance du marché du travail, tant que l'expansion a limité les tensions entre les différentes communautés, le personnel politique traditionnel est arrivé à contenir les revendications en ayant recours à un clientélisme très classique.

Or la région Paca n'a guère été épargnée par la crise. Bien au contraire. Le sociologue Jean Viard a montré combien cette « crise du Sud » était emblématique de la dualisation qui guette nos sociétés. Plus tôt et plus visiblement qu'ailleurs se sont juxtaposées ici richesse nouvelle d'un côté, pauvreté et désespérance de l'autre.

## Le vote Front national

- Plus de 20%
- De 20 à 15%
- De 15 à 10%
- Moins de 10%



La lecture des résultats du second tour montre qu'aujourd'hui deux mondes cohabitent. D'un côté, une société traditionnelle protestataire contre le Nord et l'Etat (dans les départements Paca, l'addition des voix de l'extrême gauche, du PC, du MDC, des villiéristes et du FN dépasse 35 %) et qui subit la crise de plein fouet. De l'autre, une société plus riche, ancrée dans la modernité, et qui se détourne, progressivement, de la droite locale pour choisir un Parti socialiste qu'elle croit, à tort ou à raison, sur le chemin de la rénovation.

Entre ces deux mondes, là encore, le Front national a tranché en optant pour le premier. Les conquêtes méridionales du FN sont, de ce point de vue, significatives. Ce sont des circonscriptions à la composition sociale

diversifiée : catégories professionnelles modestes qui se sentent piégées dans les quartiers difficiles et exposées dans leur vie professionnelle, retraités, chômeurs, « déclassés », membres des forces de l'ordre, et surtout rapatriés. L'apport de ces derniers aura été décisif dans ce scrutin.

Crise du système politique, corruption, déchirement du tissu social, montée de la xénophobie et essoufflement des élites : la société méridionale souffre, au fond, des mêmes symptômes que la société française. Mais ils se manifestent ici avec plus de violence qu'ailleurs. Par ses aspects négatifs, la région Paca ressemble à un mauvais laboratoire. Comme elle est entrée la première dans un terrible passage, il reste à espérer qu'elle sera la première à en sortir. ■

Crise du système politique, corruption, déchirement du tissu social, montée de la xénophobie et essoufflement des élites.

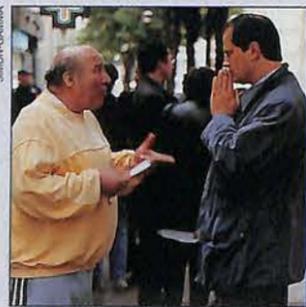


# Cette Assemblée qui change

Le nouveau visage de l'Assemblée nationale est marqué par le départ des jeunes députés chiraquiens élus en 1993 et l'arrivée de la génération Jospin et des députés écolos.

## Génération Jospin

Ils ont aux alentours de 40 ans, sont secrétaires nationaux du PS, et surtout proches collaborateurs de Lionel Jospin. D'un « élan partagé », ils font leur entrée à l'Assemblée – et peut-être demain au gouvernement. Jospinien pur sucre, Pierre Moscovici, qui reprend brillamment à la droite la 4<sup>e</sup> circonscription du Doubs (Montbéliard), est l'économiste et le bras armé du premier secrétaire. Il est l'un des principaux rédacteurs du programme du Parti socialiste. Plus politique, l'ancien trotskiste Jean-Christophe Cambadélis (photo), élu à Paris dans la 20<sup>e</sup> circonscription, s'occupe au PS des relations avec les autres partis de gauche. Mais une fâcheuse mise en examen pourrait compromettre son entrée au gouvernement. Quant à



François Hollande, porte-parole du PS – un contre-emploi dont cet esprit subtil s'acquitte avec talent –, il rejoint enfin son épouse Ségolène Royal à l'Assemblée nationale, réalisant l'exploit d'être élu dans la Corrèze de Chirac, à Tulle. ■

FRANÇOIS DUFAY

## L'arrivée des femmes

Certaines entrent pour la première fois à l'Assemblée. L'avancée, aussi minime qu'elle soit – les femmes, qui représentaient 5 % des députés, franchissent la barre des 8 % –, est spectaculaire.

Lionel Jospin, en imposant comme objectif 30 % de candidates, a participé à l'arrivée des femmes dans l'hémicycle. Le groupe socialiste, qui ne comptait que 4 députées, se féminise. Ainsi entrent à l'Assemblée des anciens ministres comme Martine Aubry, Elisabeth Guigou et Catherine Trautmann. Mais ce sont aussi des femmes moins connues qui se fauillent sur les bancs de l'Assemblée: Nicole Péry, qui bat Alain Lamassoure, ou Béatrice Marre, l'ancien chef de cabinet de Mitterrand, qui bat le secrétaire général du



RPR, Jean-François Mancel, et Annette Peulvast-Bergeal. À droite, les nouvelles venues sont beaucoup plus rares. Il est vrai que le RPR et l'UDF n'avaient investi respectivement que 22 et 24 candidates. Le chemin vers la parité est escarpé... ■

VALÉRIE GUIEN

## Les bébés Chirac

Les « trentas » du RPR qui, en 1995, unanimes, avaient choisi de soutenir le candidat Chirac connaissent aujourd'hui le cruel jugement des urnes. Apprenant à leurs dépens que la renommée sans l'enracinement n'est pas toujours suffisante, ils subissent de plein fouet la reconquête socialiste, notamment dans des triangulaires avec le FN. Certains d'entre eux avaient pourtant, en 1995, réussi à gagner leur mairie. Las! cela n'a pas suffi. Pierre Bédier, maire de Mantes-la-Jolie, Jean-François Copé, maire de Meaux, Frédéric de Saint-Sernin, le seul à avoir amélioré son score du premier tour dans une circonscription de gauche, sont battus.



Les rescapés ne sont pas nombreux. François Baroin, le plus emblématique des « bébés Chirac », après avoir conquis en 1995 la mairie de Troyes, sort vainqueur d'un duel difficile avec le FN. Il retrouvera, le 12 juin, sur les bancs de l'Assemblée, Philippe Briand (photo), Renaud Muselier, Hervé Gaymard et Thierry Lazaro. ■

VALÉRIE GUIEN

## Les grands féodaux

Le succès ou l'échec des grands féodaux mérite d'être considéré avec une attention particulière dans la perspective des élections régionales de 1998. Sous cet angle, la victoire de Catherine Trautmann (photo) (PS), dans sa ville de Strasbourg, et celle de Jean-Marie Bockel (PS), maire de Mulhouse, prennent un relief supplémentaire. Les revers de la majorité dans la capitale et en Ile-de-France pourraient en annoncer d'autres. En Bourgogne, les obstacles contre lesquels a buté le président du conseil général de Saône-et-Loire, René Beaumont (UDF, 6<sup>e</sup> circonscription), sonnent comme un avertissement. Il faut aussi souligner la forte poussée de la gauche dans l'Aisne, marquée notamment par l'élimination du président du conseil régional de Picardie, Charles Baur (UDF), par la socialiste Odette Grzegorzulka. De quoi donner du fil à retordre aux commentateurs de l'audiovisuel. ■



JEAN-LOUP REVERIER

## Le retour des ex

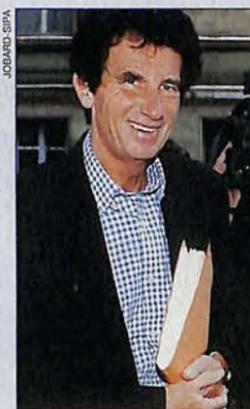
Le naufrage socialiste aux législatives de 1993 avait opéré une coupe franche à gauche des travées de l'hémicycle. Bon nombre de caciques du parti de la rue de Solferino étaient alors allés au tapis. Après une semi-éclipse sur la scène politique nationale, une vingtaine d'anciens ministres roses retrouvent aujourd'hui, non sans soulagement, le Palais-Bourbon. A quelques exceptions près, dont celle de Jean Auroux (5<sup>e</sup> de la Loire).

Sont élus, par exemple, le maire de Blois, Jack Lang (1<sup>re</sup> circonscription du Loir-et-Cher), celui de Dunkerque, Michel Delebarre (13<sup>e</sup> du Nord) ou celui de Rennes, Edmond Hervé (2<sup>e</sup> d'Ille-et-Vilaine). C'est vrai encore pour Kofi Yamgnane (6<sup>e</sup> du Finistère), François Loncle (4<sup>e</sup> de l'Eure) et Henri Nallet (2<sup>e</sup> de l'Yonne).

Quelques élus figurent dans la liste des « anciennes », comme le maire de Lisieux, Yvette Roudy (3<sup>e</sup> du Calvados), et Elisabeth Guigou. Celle-ci coiffe à Avignon la députée sortante, Marie-Josée Roig (RPR).

Pour tous ces revenants, c'est la fin du purgatoire. ■

JEAN-LOUP REVERIER



JOURD'AMMA

## Les ministres battus

Après un premier tour de scrutin calamiteux pour la majorité RPR-UDF, qui avait vu la réélection d'un seul membre du gouvernement Juppé, celle de Bernard Pons, le deuxième tour des législatives a été fatal à un grand nombre de ministres sortants. A Paris, trois d'entre eux ont été battus. Jacques Toubon, fidèle de Jacques Chirac, enregistre une défaite spectaculaire. Le Front national avait appelé à faire battre le ministre de la Justice, qu'il accusait « de protéger les corrompus ». Défaite également pour Anne-Marie Couderc (Emploi) et Corinne Lepage (Environnement).

Autre échec de taille, celui d'Alain Lamassoure, ministre délégué au Budget, dans la 5<sup>e</sup> circonscription des Pyrénées-Atlantiques. Dans la 1<sup>re</sup> circonscription de l'Allier, traditionnellement à gauche, Pierre-André Périssol (Logement) est lui aussi battu, de même que Jean-Jacques de Peretti (photo) (Outre-Mer) dans la 4<sup>e</sup> circonscription de Dordogne.

Confronté à une triangulaire dans la 12<sup>e</sup> circonscription de la Seine-Saint-Denis, le ministre délégué à la Ville et à l'Intégration, Eric Raoult, est également éliminé. ■

DENIS DEMONPION



JOURD'AMMA

## La percée des écolos

La stratégie des écologistes consistant à passer des alliances électorales a été payante, en particulier pour les Verts, associés au PS dans plusieurs circonscriptions. 8 membres du mouvement présidé par Dominique Voynet, élue dans le Jura, siégeront dans la prochaine Assemblée. Ce résultat constitue une première dans une élection au scrutin majoritaire.

Sur la vingtaine de candidats écologistes bien placés au soir du premier tour, deux Verts présents dans des triangulaires provoquées par le FN sont élus. Il s'agit de Guy Hascoët (photo) dans le Nord et d'Yves Cochet dans le Val-d'Oise.

A Valence, Michèle Rivasi, co-investie par le PS et les Verts, sans être membre de ces formations, remporte la victoire. Idem pour Jean-Michel Marchand à Saumur. Surprise à Grasse, où André Aschieri est élu face au Front national. Election également à

Bègles de Noël Mamère, président de Convergences, Ecologie, Solidarité.

Dimanche soir, Dominique Voynet a souhaité que des Verts pas forcément élus députés participent au gouvernement de Lionel Jospin. ■

DENIS DEMONPION



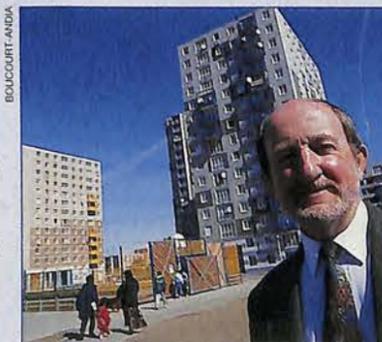
FEZES-SPA

## Les communistes

Pour sortir de sa stagnation, le PC se devait d'arrondir sa cagnotte de députés. C'est chose faite avec 36 sièges contre 24 dans la précédente Assemblée. Dans les bastions du parti, les sortants, grâce à de bons reports, ont été reconduits, qu'il s'agisse d'Alain Bocquet (Nord) ou du refondateur Guy Hermier (Bouches-du-Rhône). Daniel Paul (photo), qui, lui, devait conserver les dernières positions du PC au Havre, a rempli sa mission. Mais, signe des temps, des petits nouveaux ont raflé des sièges dans des départements où il n'y avait plus de députés communistes: ainsi Jean Vila, dans les Pyrénées-Orientales.

Autre « bleu » à l'Assemblée: Robert Hue, élu dans le Val-d'Oise. Le secrétaire national espère des ministres communistes. Marie-George Buffet, Patrick Braouezec, Jean-Claude Gayssot, tous trois élus de Seine-Saint-Denis. A moins que le PC ne s'en tienne à sa proposition modeste de « soutien sans participation ». ■

FRANÇOIS DUFAY



BOUCOURT-ANDIA



# Economie

## La surprise du chef

Au programme : collectif budgétaire et conférence salariale. Mais nul ne sait jusqu'où les socialistes se laisseront entraîner par leur aile gauche.

PAR PHILIPPE MANIÈRE  
AVEC CATHERINE GOLLIAU

Lionel Jospin est-il un bon funambule ? Au lendemain de la confortable victoire de la gauche, c'est cette question que se posent les milieux d'affaires, qui espèrent que la nouvelle équipe gouvernementale saura donner à son électorat les gages indispensables, mais sans compromettre ni la réalisation de la monnaie unique ni la reprise économique.

Le programme du PS ayant beaucoup évolué au fil de la campagne, que Lionel Jospin avait commencée assez à gauche pour la terminer au centre, beaucoup s'interrogent sur sa capacité à dégager rapidement une ligne claire. Car les marchés financiers redoutent moins la gauche que l'incertitude : « *Beaucoup se souviennent que les années Mitterrand ont été formidables pour la Bourse* », rappelle un boursier. « *On sait qu'il y aura forcément un temps pour les bêtises* », renchérit un patron. Toute la question est donc de savoir s'il s'agira de « *grosses bêtises, et au bout de combien de temps le tournant sera pris* ».

Une chose est sûre : Lionel Jospin va très vite devoir prendre un certain nombre d'initiatives montrant que « *les choses changent* ». Formellement, il faut s'attendre à trois décisions dans les jours qui viennent. Premièrement, un audit des finances publiques sera lancé. Les ministres sortants affirment qu'ils sont irréprochables, mais les socialistes aimeraient, selon l'usage, pouvoir invoquer le bilan de leurs prédécesseurs au cas où...

Deuxièmement, un collectif budgétaire sera prochainement proposé au nouveau Parlement. Cette loi de finances rectificative, qui reviendra sur le budget voté l'automne dernier par la droite, devrait être l'occasion de mettre en avant de nouvelles priorités, différentes de celles affichées par la droite. Hypothèses : l'éducation, la culture pourraient recevoir plus de crédits – par exemple, au détriment des armées. Sur le plan fiscal, un alourdissement de l'ISF permettrait de financer une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité (ramenée

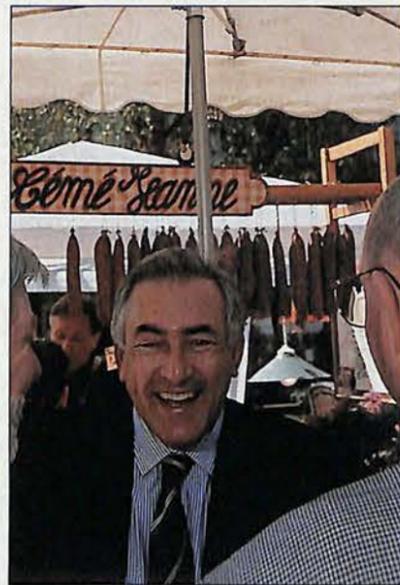
de 5,5% à 5%). Enfin, le projet de créer 350 000 emplois publics devrait trouver un premier début d'application.

Troisième grand rendez-vous : la fameuse conférence tripartite sur l'emploi et les salaires. Elle devrait être convoquée très rapidement et elle réunira patronat, syndicats et représentants de l'Etat. Au programme : une hausse du pouvoir d'achat, la diminution du temps de travail et des emplois aidés pour les jeunes – le PS a promis de financer l'embauche par les entreprises de 350 000 d'entre eux.

Mais la certitude que la gauche entamera son règne par ces trois actes fondateurs ne dissipe pas le doute. Car tout dépend, en fait, de ce qu'il en ressortira. L'audit financier n'est pas trop inquiétant : quoi qu'en disent les socialistes, il y a peu de chances que la droite sortante ait caché beaucoup de poussière sous le tapis pour la raison très simple que Bruxelles retraite attentivement les comptes et veille aux dérapages.

« *Il n'y a pas non plus trop de souci à se faire côté collectif budgétaire* », ajoute un boursier, qui considère que la perspective de Maastricht, de même qu'elle a bridé les velléités dépensières de la droite, enserrera la gauche dans un carcan étroit. D'ailleurs, qu'il s'agisse de Dominique Strauss-Kahn, de Martine Aubry ou de Pierre Moscovici, les futurs ministres de l'économie et du budget ne seront ni des béotiens ni des excités. Et Lionel Jospin a redit à de nombreuses reprises qu'il n'y aurait « *ni augmentation des prélèvements ni augmentation des dépenses publiques* ».

Mais cela ne signifie nullement qu'il faille s'attendre au statu quo fiscal ! Le PS et ses alliés ont en effet des projets nombreux qui peuvent se traduire, au niveau national, par une stabilité des prélèvements obligatoires, mais non sans changer la donne au niveau des individus. Exemple : la hausse de l'ISF pénalise évidemment les plus aisés, la baisse du taux réduit de TVA profite d'abord aux plus démunis. De même, le transfert de cinq points de cotisations maladie sur la CSG, promis par Lionel Jospin, sera doux aux sala-



Dominique Strauss-Kahn



Martine Aubry



Pierre Moscovici

riés, mais désagréable aux retraités aisés, et surtout aux épargnants, dont les revenus des capitaux seront beaucoup plus lourdement taxés. « *Là est le principal risque des projets fiscaux de la gauche, même à déficit inchangé : encourager encore plus à la délocalisation les détenteurs de capitaux* », juge un économiste.

Ce n'est pas cela, cependant, qui préoccupe le plus les spécialistes ou les patrons. Leur bête noire, c'est la fameuse conférence salariale. Car il peut en ressortir des engagements chèvrechou faciles à encaisser par l'économie, mais on peut aussi y décider des mesures qui renchérraient considérablement le coût du travail.

Or, même si la fin de la campagne électorale semblait indiquer que la hausse du pouvoir d'achat et la baisse de la durée du travail étaient des objectifs de long terme, il pourrait bien se laisser fléchir lorsque les vraies négociations commenceront et mettre tout de suite la barre très haut. Sous la pression des communistes ? Pas forcément : le PS n'a pas besoin d'eux pour gouverner. Mais les bons connaisseurs de la gauche redoutent plutôt des syndicats requinqués – SUD et la CGT plaident hardiment... pour les 32 heures, et même la CFDT est un fervent défenseur de la baisse de la durée du travail. Ils craignent aussi, et surtout, une aile gauche du PS vindicative. « *N'oubliez pas que l'entourage de Lionel Jospin ne se compose pas seulement de Martine Aubry, Dominique*

*Strauss-Kahn et Pierre Moscovici, qui seront probablement aux manettes à Bercy. Il faut aussi compter avec les Julien Dray et les Jean-Luc Mélenchon* », rappelle un patron de gauche, qui craint un dérapage – d'autant plus que la gauche a largement gagné.

Dans le scénario le plus redouté des patrons, on verrait le PS donner très vite des signaux forts à sa base la plus radicale. Fort coup de pouce au SMIC le 1<sup>er</sup> juillet, réduction générale

et immédiate du temps de travail d'une demi-heure sans baisse de salaire pour « *amorcer la pompe* », etc. : on peut assister à une accumulation de décisions apparemment anodines, mais qui affaibliraient très vite notre compétitivité, résume le PDG d'une grande entreprise française. « *Sans compter, ajoute un patron de gauche, que la réforme de l'Etat, qui est indispensable, sera renvoyée aux calendes grecques* ». Même son de cloche chez Raymond Soubie, PDG d'Altédia et ancien conseiller social de Raymond Barre,

### Le dossier de la Sécurité sociale

Limiter les dépenses de santé, certes, mais par la négociation. Lionel Jospin a annoncé l'instauration d'états généraux de la santé, qui devraient permettre de reprendre à zéro le problème du contrôle des dépenses, de l'organisation de la médecine de ville et surtout de l'hôpital. Une manière comme une autre de renouer le dialogue avec un secteur de la santé traumatisé par le plan Juppé : trois syndicats de médecins sur cinq, en effet, ont refusé de signer la convention qui organise leurs relations avec l'assurance maladie, les internes – futurs médecins – ont livré en mars une bataille mémorable, et des directeurs d'hôpital ont été séquestrés par leurs employés

à plusieurs reprises. Sur le fond, pourtant, la gauche ne remet pas fondamentalement en question le plan Juppé. Bien au contraire, pour mieux maîtriser les dépenses, elle prône une réorganisation du système de santé sur la base du renforcement du médecin généraliste et la création de filières de soin – au grand dam des médecins libéraux. De même, elle soutient le principe d'une régionalisation de l'organisation hospitalière.

Mais reste l'essentiel : la réforme de l'hôpital public, qui n'a jusqu'à maintenant été qu'effleurée. Or les modes de traitement ont changé, les hôpitaux ont besoin de plus de matériel opératoire et de moins de lits. Mais les supprimer implique de

supprimer des emplois, ou de les redéployer vers d'autres activités, par exemple les maisons de retraite. Ce qui, vu le statut de la fonction publique dont bénéficie le personnel hospitalier, s'annonce très compliqué.

De plus, une telle réforme se heurte au lobby des élus locaux, très sensibles aux problèmes de l'emploi, et aux syndicats revendicatifs que sont la CGT et FO, toutes deux opposées au plan Juppé. Or elles sont très présentes chez les infirmiers et les aides-soignants, qui n'acceptent pas la réforme. Même pour la gauche, l'hôpital peut être le lieu d'un troisième tour social... ■ CATHERINE GOLLIAU

qui craint que « *les Verts et le PC ne bloquent la réforme nécessaire du service public* ». Si la gauche de la gauche va jusqu'au bout de ses idées, on peut enfin redouter que la nouvelle équipe ne revienne sur le plan Sécu d'Alain Juppé – une revendication très forte de SUD et de la CGT.

Combien de temps durerait un éventuel emballement de la « *contre-réforme* » ? « *Moins longtemps qu'après 1981* », parie un financier, qui pense

de France Télécom constituera un test : « *Si l'opération redémarre dans les trois mois, c'est que le PS a choisi le réalisme* », explique un boursier. En attendant, tout est possible.

Un grand patron de gauche, un temps pressenti pour Bercy, résume la situation de la manière suivante : « *Maintenant, je n'irais à aucun prix. Dans six mois, c'est à voir : ils auront alors ouvert les yeux sur le monde...* » ■

Le scénario le plus redouté des patrons : des signaux forts envoyés par le Parti socialiste à sa base la plus radicale.

## Quelle politique étrangère ?

Même si Jacques Chirac et le gouvernement doivent parler d'une seule voix, voici les thèmes auxquels le nouveau pouvoir apportera sa marque, sûrement avec prudence.

PAR PIERRE BEYLAU

Peut-il exister une politique étrangère « socialiste » ? La question semble incongrue pour deux raisons. Première raison : les contraintes internationales, le poids des réalités géopolitiques, la permanence des intérêts, l'héritage du passé limitent considérablement les marges de manœuvre.

Seconde raison : la cohabitation impose un consensus entre le président de la République et le gouvernement. Elle interdit par conséquent de s'écarter des grandes options, des choix fondamentaux.

s'appuyer sur les forces résolument « progressistes ». Ancien ministre de la France d'outre-mer et bon connaisseur des arcanes africains, François Mitterrand mit rapidement bon ordre à cette dérive « gauchiste ».

Sur les affaires fondamentales – l'Europe, les relations Est-Ouest, le Moyen-Orient – François Mitterrand ne toléra aucune fantaisie idéologique. Il est plus que probable que ses successeurs suivront la même voie.

► **Sur l'Europe.** Lionel Jospin préconise une lecture politique du traité de Maastricht et des fameux « critères de convergence », imposés pour le pas-

président de la Bundesbank. Mais elle rejoint l'approche que proposait Philippe Seguin et qui pourrait bien prévaloir in fine outre-Rhin.

Pour ce qui concerne l'autre grande échéance européenne, la réforme des institutions, le nouveau gouvernement n'aura guère le loisir de modifier les choses en profondeur, faute de temps. La Conférence intergouvernementale chargée de cette réforme doit conclure ses travaux les 16 et 17 juin à Amsterdam. Les socialistes affichent une priorité : l'extension du vote à la majorité qualifiée au conseil des ministres. Ils proposent d'octroyer des pouvoirs accrus au Parlement. Sur la nécessité de renforcer la politique étrangère et de sécurité intérieure communes, il n'y a guère de divergence par rapport à l'approche de la droite.

► **Sur l'Afrique.** « Une coopération citoyenne » ; « définir un contrat nouveau de partenariat »... telles sont quelques-unes des formules contenues dans un document publié à la hâte par le PS. Disparition programmée du ministère de la Coopération (déjà mal en point...), redéploiement de l'aide française, encouragement à la démocratie, renégociation des accords de défense, fin des lobbys : tels en sont les points forts. Il s'agirait de s'appuyer sur une nouvelle génération de cadres compétents, de rompre avec les pratiques d'antan. Vaste programme, qui risque de se heurter rapidement aux réalités tangibles du continent noir.

► **L'Otan** Les socialistes sont traditionnellement atlantistes. Lorsqu'il était ministre de la Défense, Pierre Joxe piaffait d'impatience de rejoindre ses collègues de l'Alliance dans certaines réunions de l'Otan. Et il préconisait un retour progressif de la France. Le processus amorcé ne sera sans doute pas remis en question.

Personne ne s'attend véritablement à un bouleversement en matière de politique étrangère. Le risque est ailleurs : que les lourdeurs de la cohabitation n'entraînent un affaiblissement de la voix de la France ; que les atterrissements sur l'Europe ne provoquent un relâchement du lien franco-allemand ; que les nécessités politiques – donner quelques gages aux communistes – ne brouillent le message ; qu'au total la France, puissance moyenne, ne devienne un pays de moyenne impuissance. ■

sage à la monnaie unique. Le Parti socialiste estime qu'il convient de les apprécier en « tendance » et non d'une manière dogmatique, notamment en ce qui concerne la barre de 3% du déficit public (par rapport au PIB).

Le PS souhaite un « gouvernement économique » européen qui ne laisse pas les pleins pouvoirs à la seule banque centrale. Il pose, enfin, comme condition que l'union monétaire soit immédiatement étendue à l'Italie et à l'Espagne, et à la Grande-Bretagne si celle-ci le désire. Cette démarche, qui s'écartere de la stricte orthodoxie financière, fait froncer les sourcils aux défenseurs d'une plus grande discipline, notamment Hans Tietmeyer,



Lionel Jospin et Tony Blair

Le gouvernement peut cependant apporter sa marque, infléchir le cours des choses. Il est vraisemblable qu'il le fera avec une certaine prudence.

L'époque est bien lointaine où François Mitterrand, à Mexico, lançait (en octobre 1981) ses incantations « aux humiliés, aux émigrés... à ceux que l'on bâillonne et que l'on torture ». C'était le temps du socialisme première manière, qui prétendait promouvoir, dans le tiers-monde, une diplomatie fondée sur un audacieux trépied : l'Inde, le Mexique et... l'Algérie. C'étaient les années où Jean-Pierre Cot, ministre de la Coopération, assurait vouloir rompre avec le « néocolonialisme » de la politique africaine pour

## La nouvelle Assemblée

La première séance de la nouvelle Assemblée se tiendra le 12 juin sous la présidence du doyen d'âge de l'hémicycle. Mais ce n'est probablement que le 18 juin que le Premier ministre présentera son programme.

PAR GUY CARCASSONNE

Dès aujourd'hui, les députés élus hier soir vont pouvoir se rendre à l'Assemblée. Chacun recevra son paquetage, sous forme d'un cartable en cuir. Il y trouvera les insignes de sa charge, une écharpe tricolore, un règlement de l'Assemblée et des fascicules qui facilitent sa découverte. Il devra aussi remplir des formulaires, se faire photographier et apprendra qu'il a deux mois pour établir et déposer une déclaration de sa situation patrimoniale.

Par la suite, les groupes parlementaires se formeront. Chacun, en fonction du nombre de ses membres, se verra attribuer à la fois des places dans l'hémicycle, des bureaux dans les locaux et des sièges au sein des six commissions permanentes, à charge pour eux de les répartir entre leurs députés.

Usuellement, les groupes s'organisent, officieusement d'abord, avant même le début des travaux, ne serait-ce que pour élire leur président et commencer leurs arbitrages internes.

Conformément à l'article 12 de la Constitution, l'Assemblée issue d'une dissolution se réunit de plein droit le deuxième jeudi qui suit son élection. C'est donc le 12 juin qu'elle va tenir sa première séance. Elle le fera sous la présidence de son doyen d'âge, assisté, en qualité de secrétaires, des six plus jeunes députés présents.

Au cours de cette séance, aucun débat n'est autorisé. Elle a comme unique objet d'élire, pour la durée de la législature, le président de l'Assemblée. Celui-ci est choisi à bulletins secrets au scrutin majoritaire à trois tours : aux deux premiers, la majorité absolue est nécessaire, au troisième la majorité relative suffit. Dès le résultat proclamé, le doyen invite rituellement le nouveau président à occuper sa place.

Ensuite, il faut encore pourvoir



Le Palais-Bourbon vu de la place de la Concorde

le reste du bureau, soit six vice-présidents, qui suppléeront le président, trois questeurs, qui géreront matériellement l'Assemblée, et douze secrétaires, supposés surveiller les scrutins. Les 22 membres doivent reproduire la diversité politique des bancs, et leur désignation fait normalement l'objet d'une répartition consensuelle entre les groupes, au prorata de leur importance.

Il ne reste plus, alors, qu'à réunir les commissions permanentes pour qu'à leur tour elles élisent leur président et, pour la commission des Finances, son rapporteur général. Cela devrait intervenir au début de la semaine du 16 juin.

D'autres désignations devront encore suivre, dans les organismes les plus variés au sein de l'Assemblée et en dehors, mais, après cette première série, la nouvelle législature est en ordre de marche. Elle peut commencer à travailler. Et nul doute que l'un de ses premiers actes sera d'entendre le nouveau Premier ministre, probablement le 18 juin, lui présenter son programme ou une déclaration de politique générale.

Bref, moins de deux mois se seront écoulés entre l'annonce de la dissolution et la mise en route de la nouvelle Assemblée. Le système a donc au moins la vertu d'être parfaitement rodé. ■

Moins de deux mois se seront écoulés entre l'annonce de la dissolution et la mise en route de la nouvelle Assemblée. 67



# La défaite sociologique du RPR et de l'UDF

L'état de déstructuration de la droite, révélé par son score au premier tour, n'est pas exclusivement le fait de mouvements de mauvaise humeur électorale.

PAR **PIERRE GIACOMETTI**  
DIRECTEUR D'IPSOS OPINION

Jamais, depuis le début de la V<sup>e</sup> République, la droite modérée n'avait enregistré un tel revers au premier tour d'une élection majeure.

Jamais, depuis leur création, le RPR et l'UDF n'avaient subi si brutalement les effets de la concurrence électorale.

Jamais peut-être n'étaient apparues de manière si frappante les limites de l'assise sociologique de la droite française « de gouvernement », alors qu'il y a deux ans la victoire de Jacques Chirac semblait annoncer la naissance du chiraquisme électoral, au profil plus jeune et plus marqué par la présence du monde salarié.

L'enquête Ipsos Opinion réalisée pour *Le Point* tout au long de la journée du premier tour est, à cet égard, révélatrice. Au-delà du verdict du scrutin en termes de sièges, tout indique que le RPR et l'UDF souffrent de l'incapacité à transformer le capital sociologique de l'électorat chiraquien du 23 avril 1995 en une nouvelle assise solide et durable. Il y a deux ans, Jacques Chirac était parvenu à faire jeu égal avec Lionel Jospin au second tour parmi les jeunes électeurs. Ce fut la génération Chirac. Il pouvait compter également sur un soutien, non négligeable, auprès du monde salarié. Comparé aux chiffres de 1997, le cru 1995 semble être pour la droite une

parenthèse, même si les deux rendez-vous électoraux sont de nature différente. L'effet âge est non seulement annulé mais inversé. Plus que les seuls Français âgés de 18 à 24 ans, ce sont des pans entiers d'actifs qui ont déserté les rangs des deux grands partis de la majorité. Parmi les trois classes d'âge de moins de 50 ans, les candidats du « nouvel élan » recueillent moins de 30 % des suffrages. Repliée sur des terres traditionnelles (milieu rural, artisans et commerçants, retraités), la droite enregistre des scores très médiocres parmi les salariés, qu'ils soient aisés, ce qui est nouveau, ou plus défavorisés, ce qui rappelle les faiblesses électorales de la droite lorsqu'elle est battue.

La lecture politique des itinéraires électoraux de ce scrutin est aussi révélatrice de l'état de déstructuration de la droite. Lorsque ses électeurs déclarent, le jour même du scrutin, être proches du RPR ou de l'UDF, ils sont respectivement 13 % et 7 % à déclarer avoir voté pour le candidat du FN.

Il n'est pas négligeable qu'un électeur sur dix ayant voté UPF (Union pour la France) en 1993, Chirac ou Bal-

## La sociologie des électorats

Vote au premier tour

	Extrême gauche	PC	PS DVG	Total gauche	Ecolos	RPR UDF DVD	FN	Divers
<b>Ensemble</b>	2,5	10	28	40,5	7	36,5	15	1
<b>Sexe</b>								
Hommes	3	9	24	36	6	33	21	2
Femmes	2	10	30	42	6	39	10	1
<b>Age</b>								
18 - 24	5	7	30	42	13	27	12	3
25 - 34	4	9	28	41	7	28	19	2
35 - 44	2	15	30	47	7	28	15	1
49 - 59	3	9	25	37	5	36	18	2
60 - 69	1	8	25	34	3	48	14	0
70 et plus	1	7	24	32	3	48	14	1
<b>Catégories socio-professionnelles</b>								
Agriculteur	0	9	16	25	3	56	12	2
Artisan, commer. chef d'entreprise	2	4	23	29	6	48	16	0
Cad. sup., prof. lib.	2	7	32	41	8	36	8	3
Prof. interméd.	4	12	32	48	8	33	7	2
Employé	4	11	29	44	8	31	14	1
Ouvrier	6	10	25	41	5	17	32	2
Chômeur	11	11	25	47	10	17	23	1
Retraité	1	8	23	32	3	45	17	1
Étudiant	3	13	30	46	15	28	6	2
<b>Vote 1<sup>er</sup> tour présidentielle</b>								
Laguiller	34	15	20	69	12	5	0	6
Hue	1	71	13	85	2	3	5	2
Jospin	2	10	70	82	6	4	4	2
Voynet	3	9	24	36	46	3	0	6
Balladur	1	1	6	8	5	76	9	1
Chirac	1	1	7	9	3	74	13	0
Villiers	1	5	4	10	3	64	15	3
Le Pen	1	1	2	4	1	5	89	0

	Extrême gauche	PC	PS DVG	Total gauche	Ecolos	RPR UDF DVD	FN	Divers
<b>Ensemble</b>	2,5	10	28	40,5	7	36,5	15	1
<b>Vote législatives 93</b>								
Extrême gauche	42	6	9	57	17	0	0	11
PC	3	72	17	92	2	1	2	1
PS, divers gauche	2	9	74	85	4	5	3	1
Ecologistes	3	6	21	30	46	8	3	6
UDF, RPR, DVD	1	1	4	6	2	81	10	0
FN	1	1	1	3	1	10	85	0
Abstention	4	3	25	32	13	24	31	0
<b>Échelle politique</b>								
Très à gauche	10	43	20	73	6	0	11	4
A gauche	3	25	57	85	5	2	4	2
Plutôt à gauche	7	9	55	71	11	5	7	3
Ni gauche ni droite	3	5	19	27	14	33	22	2
Plutôt à droite	0	1	2	3	3	78	15	0
A droite	0	0	3	3	1	74	21	0
Très à droite	2	0	1	3	0	32	65	0
<b>Proximité partisane</b>								
Extrême gauche	27	17	16	60	9	10	11	4
PC	1	73	12	86	1	2	8	1
PS	4	7	73	84	3	5	5	1
Ecologistes	2	7	8	17	59	6	3	6
UDF	1	1	3	5	3	82	7	1
RPR	1	1	2	4	1	81	13	0
FN	0	1	1	2	0	2	96	0
Aucun parti	7	11	18	36	8	35	11	3

Enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française inscrite sur les listes électorales. 2 986 électeurs ont été interrogés le dimanche 25 mai 1997. Échantillon construit selon la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, région, catégorie d'agglomération.



## Les motivations du vote au premier tour

Par votre vote, vous avez voulu exprimer...

	Ensemble	Extrême gauche	PC	PS DVG	Ecolos	RPR UDF DVD	FN
Vote soutien à l'action du gouvernement	31	1	4	6	8	84	20
Vote opposition à l'action du gouvernement	51	94	90	86	72	4	66
Ni l'un ni l'autre	8	2	2	3	11	7	7
Ne se prononce pas	10	3	4	5	9	5	7
Vote soutien à l'action de Jacques Chirac	31	0	2	5	10	86	19
Vote opposition à l'action de Jacques Chirac	54	95	94	90	73	6	71
Ni l'un ni l'autre	6	2	1	2	9	4	5
Ne se prononce pas	9	3	3	3	8	4	5
Vote soutien à l'instauration de la monnaie unique dans les conditions prévues par le traité de Maastricht	38	23	15	41	43	62	18
Vote opposition à l'instauration de la monnaie unique dans les conditions prévues par le traité de Maastricht	40	53	67	37	34	20	70
Ni l'un ni l'autre	4	7	3	4	7	4	2
Ne se prononce pas	18	17	15	18	16	14	10



## Le Parti socialiste retrouve partiellement les bases qui avaient fabriqué les victoires électorales de François Mitterrand.

ladur en 1995, soit dans la même situation. La majorité ne peut se satisfaire de croire qu'il s'agit là de quelques mouvements de mauvaise humeur électorale.

La gauche, elle, et singulièrement le Parti socialiste, retrouve partiellement les bases qui avaient fabriqué les victoires électorales de François Mitterrand. Mais ce qui frappe le plus dans l'examen du profil de l'électorat socialiste, c'est l'équilibre de ses performances à travers les différents milieux sociaux. Le contraste est bien sûr saisissant avec la sociologie de la déroute de 1993, notamment en milieu salarié : le PS, sans être dominant, a retrouvé une assise compétitive face aux poussées du FN parmi ces catégories.

La performance électorale frontiste est, elle, le contre-exemple de l'échec de la droite, inapte à confirmer, grâce à l'étiquette partisane RPR-UDF, le succès personnel de Jacques Chirac. Le Front national parvient, lui, à transformer l'essai de 1995. L'ancrage ouvrier du FN (32 % des suffrages) montre ainsi que l'attraction ouvrière n'était pas simplement liée au phénomène personnel, incarné par le leader du FN lors du scrutin présidentiel, mais bien l'illustration d'une position de domination de ce parti en milieu ouvrier. L'étiquette FN, dans un scrutin a priori délicat pour lui, capte plusieurs générations, s'installe chez les actifs les plus exposés à la crise, chez les chômeurs. C'est bien à travers cette percée législative que se pose le problème de l'avenir de l'espace politique français.

Gauche et droite « modérées », « classiques » ou « traditionnelles » savent aujourd'hui que leurs échecs successifs depuis le milieu des années 80 contribuent à accroître l'influence de la formation dirigée par Jean-Marie Le Pen. La gauche voit dans les positions électorales frontistes un obstacle à la dynamique de confiance dont elle a besoin pour retrouver le soutien majoritaire des milieux populaires.

Dans la seconde phase du septennat qui commence aujourd'hui, le RPR et l'UDF, au centre d'un échiquier politique déstructuré, et face à l'expression de toutes les oppositions (voir les motivations des électeurs, tableau 2), ne peuvent durablement continuer à faire face à ces multiples fronts sans en tirer les conséquences en termes de structure. ■